

Ce comité technique s'est déroulé au moment même où l'affaire CAHUZAC éclatait au grand jour. La CGT est intervenue vivement au cours des débats en réaffirmant le rôle essentiel de notre ministère dans la lutte contre la fraude fiscale mais aussi en dénonçant le manque de moyens criant pour y remédier de façon satisfaisante. Concernant ce manque de moyens, M.GLOUX nous a précisé avoir envoyé de nombreux courriers à la direction générale (et ce depuis son arrivée en mars 2006), ainsi qu'à la direction inter régionale, pour relayer les difficultés du département. En réponse à notre intervention sur la démarche stratégique engagée (cf. notre déclaration liminaire), il estime qu'elle ne remettra pas en cause nos missions, même pour atteindre l'équilibre budgétaire. Enfin, sur les simplifications diffusées sous Ulysse mensuellement, la CGT FP27 considère qu'elles sont en décalage total avec les dernières mesures fiscales qui ont encore ajouté davantage de complexité, par exemple pour la rédaction de la déclarations d'impôt sur les revenus. M.GLOUX l'a admis à demi mot, en ajoutant que les agents sauront être compétents pour expliquer ces nouvelles dispositions !

Quant à une éventuelle réorganisation des services du contrôle fiscal ?

La CGT FP27 a demandé si la direction avait des informations quant aux rapprochements des services du contrôle fiscal au sein des DISCOFI (direction spécialisée du contrôle fiscal) d'une part et s'il était envisagé des regroupements des PCE (pôle contrôle expertise) d'autre part?

M.GLOUX a réaffirmé qu'il s'agissait d'un sujet récurrent. Il ajoute n'avoir aucune information officielle ou officieuse sur la remise en cause de l'échelon départemental du contrôle fiscal. Sur l'hypothèse d'un rapprochement de certains pôles d'expertises « éclatés », il affirme n'avoir aucun a priori. Il précise cependant avoir remis une lettre de mission à la nouvelle responsable des PCE afin qu'elle prenne la mesure de son service et qu'éventuellement elle propose une nouvelle organisation si c'est souhaitable. Il annonce être prêt à revoir les implantations si nécessaire. Selon lui, certains agents peuvent être demandeurs.

La CGT FP27 a affirmé l'inverse, elle a dénoncé une nouvelle fois les difficultés rencontrées par les services de programmation avec la séparation gestion-contrôle. L'éventuel regroupement des pôles ne ferait qu'accentuer les problématiques liées à la programmation du contrôle fiscal, les SIE restant détenteurs d'informations nécessaires à cette programmation.

Campagne IR

Le bilan de la dernière campagne IR a mis en évidence une baisse de la fréquentation de 9% dans les SIP et une augmentation de 75% dans les trésoreries mixtes. Une première explication concernant la forte hausse serait le fait d'un comptage exhaustif par rapport à l'année précédente.

Ne souhaitant pas s'arrêter sur cette explication sommaire, la CGT FP27 est intervenue en demandant des renforts dans ces trésoreries pour la campagne de 2013, ce à quoi M.GLOUX s'est refusé catégoriquement.

La journée continue est reconduite pour les deux SIP d'Evreux durant la campagne, une comptabilisation spécifique sera mise en place cette année pour connaître le nombre d'usagers reçus entre 12 et 13 heures. On note d'autre part, une forte augmentation des appels téléphoniques (+6,6% dans les SIP et +42,16% dans les trésoreries mixtes) ainsi que des courriels traités par la direction (+54%). Cela étant, aucun renfort n'est envisagé par la direction !

Pour la campagne IR de l'année 2013, un protocole départemental, qui n'a pas fait l'objet d'aucune présentation en comité technique (comme l'a souligné notre organisation syndicale), a été signé avec les responsables de SIP. Pour se justifier, la direction nous a indiqué que le protocole ne faisait que reprendre les directives de la centrale sur l'accueil, l'utilisation de GAIA avec les trésoreries, la mise en place de référents dans les SIP et que ce protocole n'apportait rien de plus quant aux comportements locaux...

L'on peut se poser alors la question de l'utilité de celui-ci !

Concernant le dispositif SCROUP (système d'administration des courriels du portail), la direction a fait le choix, depuis plusieurs années, de prendre en compte cette gestion au sein de ses services. Cependant, à la vue de l'augmentation substantielle du nombre de courriels à traiter, elle se pose la question de savoir comment gérer cette augmentation puisque là encore aucun renfort n'est à attendre.

La CGT FP27 a fait remarquer que la direction générale était en train de faire monter en puissance ces pratiques (cette dernière envisage par exemple de permettre au SIE de relancer les bilans des entreprises par le biais des courriels) sans pour autant avoir une réflexion globale sur le sujet et encore moins sur les emplois nécessaires pour répondre aux sollicitations des usagers.

Concernant les renforts, les équipes ERD et EDRA sont particulièrement mobilisés durant cette campagne (2 EDRA et 1 ERD au SIP Evreux nord-1 ERD au SIP Bernay).

La CGT FP27 est intervenue avec vigueur concernant l'affectation d'un agent C (filrière fiscale) à l'issue du mouvement de mutation complémentaire du premier janvier, sur un poste SIP recouvrement, en rappelant que la fusion s'était appuyée sur le respect des métiers (séparation assiette-recouvrement).

Notre organisation syndicale avait déjà dénoncé en 2010 les problématiques liées au transfert d'un seul agent dans ces services de recouvrement SIP (congés, formation, maladie, stress.....).

La CGT a également reproché à la direction locale de ne pas avoir convoqué de CAPL pour présenter ce mouvement complémentaire aux organisations syndicales, ce qui lui a permis de dissimuler, au moins de façon temporaire, le renfort de la cellule recouvrement, par un agent de la Filrière Fiscale.

M.GLOUX a répondu que le discours de la DG n'avait pas changé sur ce sujet et qu'il ne pouvait pas demander de créations d'emploi. Il a également précisé que, pour le site en question, un seul agent expérimenté devait suffire pour faire fonctionner le service correctement !

Budget 2012 et présentation du budget 2013

Concernant la réalisation du budget 2012, la direction s'est félicitée, dans un budget déjà contraint, d'avoir fait face aux dépenses. Une OS a fait remarquer la dégradation des conditions de travail dans les postes comptables (en particulier du matériel

informatique). La direction a répondu que la cellule micro informatique avait été consultée et qu'il n'y avait pas eu de « coup de rabot » sur ce sujet.

Au sujet de la forte augmentation des frais de déplacement, elle serait liée, d'après la direction, au fait d'être expérimentateur de l'application RSP (formation-réunions...) et de demandes de remboursements tardives effectuées par certains agents (report de 2011 sur 2012).

Concernant le budget prévisionnel 2013, M GLOUX nous annonce être inquiet, non pas par la baisse substantielle des crédits, mais plutôt par l'absence des fonds destinés à financer les travaux d'Evreux Sud.

La CGT FP27 est en désaccord sur ce dernier point sachant, qu'en tout état de cause, les fonds nécessaires à ce type d'action ne sont pas financés sur le budget local (2 000 000€ pour Evreux sud). Rappelons également qu'à la demande de la fédération des finances CGT cette opération de désamiantage a été actée en CHS ministériel sur un programme spécifique désamiantage. Si aujourd'hui les fonds ne sont pas disponibles il en va de la responsabilité de nos politiques.

Notons enfin, qu'en toute dernière information, une première tranche de 500 000 € vient d'être débloquée à destination des travaux d' Evreux Sud.

La CGT a également dénoncé la baisse drastique programmée en 2013 et 2014 puis 2015 (-15% sur 3 ans) de la dotation départementale qui est de nature à compromettre le fonctionnement de nos services.

En tout état de cause, la direction cherche plus que jamais à faire de nouvelles économies sur les dépenses 2013 (frais d'affranchissement- co voiturage...) le but étant la maîtrise comptable des dépenses. Sans méconnaître les obligations de la direction, la CGT FP27 refuse cette approche purement comptable, elle continuera à œuvrer afin que les services de notre DDFIP puissent fonctionner correctement.

Déménagement en 2014 de certains services sur le site rénové d'Evreux sud

La réhabilitation du site d'Evreux Sud (et les suppressions d'emplois depuis plusieurs années) permettra de recevoir de nouveaux services: la trésorerie « amendes » ainsi qu'un autre service (SIE Evreux Nord ou Paierie ou Trésorerie municipale ou SIP Evreux Nord). Le choix de la direction se porte essentiellement sur la Paierie et le SIE.

Dès qu'elle en a eu connaissance, la CGT FP27 s'est rendue dans ces deux services pour y recueillir les doléances des collègues concernés. A ce stade, la direction nous affirme qu'aucune décision n'est prise, une expertise sera menée. La direction a confirmé aux représentants des personnels que les projets seront présentés en CHS-CT et en CT.

Démarche stratégique

12 fiches ont été recensées par notre direction.

M.Gloux reconnaît que ce nombre est faible mais toutefois conforme aux remontées des autres départements.

Pour la CGTFP 27 cela démontre également que les personnels ne se sont pas faits « piéger » par le discours du nouveau directeur général. En aucun cas cette démarche stratégique ne répond aux sollicitations des agents sur leurs difficultés journalières. Elle reste uniquement un instrument au service de la direction générale pour mettre en place des mesures régressives.